



SNUDI-FO Section d'Ille-et-Vilaine

35, rue d'Echange 35000 RENNES
Tel : 02.99 65.36.63 le lundi et le mardi 06.43.03.93.67 les autres jours
Fax : 02.99.31.64.32 Mail : snudifo35@wanadoo.fr
Site : <http://snudifo35.over-blog.com>

SYNDICAT NATIONAL UNIFIE DES DIRECTEURS ET INSTITUTEURS
ET PROFESSEURS DES ECOLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC FORCE OUVRIERE

40 ANS, C'EST DÉJÀ TROP !

L'Éditorial de Jean-Claude Maily

Même si le gouvernement n'a pas encore fait connaître officiellement ses intentions en matière de retraite, on voit très bien que le débat est lancé à travers les ballons d'essai et prises de position diverses, y compris sur le plan politique.

Le ministre du Travail, Xavier Darcos, chargé du dossier, explique ainsi qu'on ne doit pas avoir de tabou. Mais qu'il faudra augmenter, d'une manière ou d'une autre, la durée de cotisation. Autrement dit, pas de tabou, mais des œillères.

Depuis des années, on nous assure qu'à partir du moment où les gens vivent plus longtemps il est logique qu'ils travaillent plus! Cela fait partie des fausses évidences. Une telle assertion exclut tout débat sur la répartition des richesses et sur le modèle de société qu'il faut construire ou reconstruire.

Au nom de quoi, parce que l'on vit plus longtemps, faudrait-il travailler plus longtemps? Avec une telle logique il faudrait que les femmes travaillent plus longtemps que les hommes, au prétexte qu'elles ont une espérance de vie plus grande!

En fait, la seule question est celle du financement. Du fait du capitalisme libéral, de la dérégulation, d'une répartition plus inégalitaire des richesses (toutes les causes à l'origine de la crise), les bien-pensants affirment qu'on ne peut plus supporter les dépenses des régimes sociaux et qu'il faut donc les diminuer. D'où l'idée qu'il faudrait travailler plus longtemps.

Si les régimes étaient équilibrés, personne n'en parlerait. C'est pourquoi le dossier «retraites» ne peut être examiné en dehors des questions de politique économique et sociale et de fiscalité. C'est aussi pourquoi nous refusons de cautionner toute augmentation de la durée de cotisation ou tout report au-delà de 60 ans du droit au départ en retraite.

40 ans, c'est déjà trop! Surtout quand on sait qu'aujourd'hui la durée moyenne d'activité des salariés est inférieure à 40 ans (de l'ordre de 38 ans) et que toutes les périodes ne sont pas cotisées, même quand elles sont validées. Il faut donc de nouveau bloquer toute dégradation pour obtenir à terme une réduction de la durée.

De la même manière, nous n'accepterons pas que l'on remette en cause le code des pensions et le statut général de la fonction publique. Ceux qui plaident pour attaquer le code des pensions sont aussi ceux qui veulent détruire le statut, statut qui est un des garants de la neutralité républicaine de la fonction publique.

Force Ouvrière a donc travaillé sur les questions relatives au financement. Nos propositions permettraient d'assurer l'équilibre financier. Elles percutent la politique économique et sociale en cours, celle qui, en France comme ailleurs, conduit dans le mur.

Au passage, mais c'est important, quand il a fallu trouver de l'argent pour les banques, notamment, on l'a trouvé! Quand il s'agit de sauver le système bancaire, on a plus d'imagination que lorsqu'il faut consolider les droits sociaux.

Du côté des pouvoirs publics et de tous ceux qui plaident pour travailler plus longtemps (en gagnant moins), il s'agit aussi de montrer aux marchés financiers et aux autorités européennes que la France, pour respecter les critères de Maastricht, va imposer de nouveaux sacrifices aux salariés.

La retraite, c'est aussi le droit à la vie, c'est aussi la liberté et la sécurité. Et c'est cela qu'il faut garantir par la répartition, une amélioration du niveau des retraites et pensions (1,2 million de retraités sont sous le seuil de pauvreté) et un refus d'obliger les salariés à travailler plus longtemps, quelle que soit la formule. À terme, il faudra même obtenir une réduction de cette durée.

En cette année où l'on parle beaucoup d'Albert Camus, rappelons qu'il a écrit: «Qu'est-ce qu'un homme révolté? Un homme qui sait dire non.»

Alors que la communication va battre son plein, il nous appartient de rappeler haut et fort, dans un premier temps, nos revendications.